Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 4, n°3 | Octobre 2013

Les conditions de production d'un transport durable

Éditorial

Editorial

Ornella Boutry

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/9881>

DOI : 10.4000/developpementdurable.9881

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Ornella Boutry, « Éditorial », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 4, n°3 | Octobre 2013, mis en ligne le 30 octobre 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/9881> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.9881>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Éditorial

Editorial

Ornella Boutry

- 1 En cette période de rentrée universitaire, et quelques semaines après la promulgation de la loi relative à l'enseignement supérieur et à la recherche (loi n°2013-660 du 22/07/2013), il ne semble pas inutile de revenir sur certaines controverses qui ont pu animer notre pause estivale. L'opportunité nous est en effet donnée, dans le cadre de cet éditorial, d'évoquer des éléments d'actualité qui nous conduisent notamment à réaffirmer l'intérêt des recherches interdisciplinaires, faisant ainsi écho à l'approche offerte par la revue Développement Durable et Territoires.
- 2 Les débats se sont en grande partie focalisés autour d'un amendement supprimant l'étape de la qualification des candidats à un poste d'enseignant-chercheur par le Conseil National des Universités (CNU). Si son rétablissement a été le fruit d'une mobilisation révélatrice de l'attachement de beaucoup d'enseignants-chercheurs à cette procédure, sa pertinence est cependant loin de faire consensus au sein de notre communauté scientifique, toutes disciplines confondues. De plus, si l'amendement a été rejeté, la loi précise que le gouvernement devra présenter, dans un délai de 2 ans, un *« rapport formulant des propositions en vue d'améliorer le recrutement, la formation et le déroulement de la carrière des enseignants-chercheurs »* (art.74). Ainsi, les tergiversations parlementaires ne sauraient clore le débat et devraient davantage être perçues comme le point de départ d'une réflexion sur l'avenir de notre profession.
- 3 Commençons tout d'abord par rappeler les principaux arguments qui ont mobilisé bon nombre d'enseignants-chercheurs autour de la question de la suppression de la procédure de qualification.
- 4 L'amendement au cœur de la polémique reposait sur une proposition des Assises reprise dans le rapport Berger (proposition n°126). Il y était mis en évidence le caractère chronophage et coûteux de la procédure de qualification, cette dernière détournant par la même occasion les enseignants-chercheurs de leurs missions premières de recherche et de formation. Autre argument, la spécificité française que représente cette étape supplémentaire entre la soutenance de la thèse et le

recrutement dévaluerait le diplôme du doctorat français, censé validé le niveau requis pour devenir Maître de Conférences (MCF). Mais plus encore, la nécessité d'une telle vérification, laissant entendre que le doctorat ne serait pas garant d'un niveau scientifique validé par les pairs, remettrait en cause les compétences et la légitimité des jurys de thèse et des Universités délivrant le diplôme.

- 5 À l'opposé, les défenseurs de la qualification par le CNU avaient expliqué pourquoi il fallait maintenir cette procédure. Cette dernière ne serait pas redondante avec le jury de thèse puisque l'évaluation est alors nationale et porte sur l'ensemble des activités des candidats, et non sur leur seul travail de thèse. La qualification serait ainsi un gage d'impartialité et d'égalité de traitement des candidats sur l'ensemble du territoire français et une condition essentielle au maintien du statut national des enseignants-chercheurs. Cette étape permettrait également de garantir la qualité des candidatures aux postes de MCF ouverts au recrutement et de réduire le nombre de dossiers à examiner pour les comités de sélection des différents établissements. Enfin, le filtre de la qualification permettrait de lutter contre le localisme universitaire des établissements français (tendance à favoriser ses propres docteurs lors des recrutements).
- 6 Face à ces arguments, certains points ont semblé étrangement absents du débat ou insuffisamment développés alors qu'ils pourraient enrichir les réflexions autour de l'avenir de la qualification.
- 7 - Premier point : l'organisation actuelle du CNU en section peut favoriser l'inertie et conforter des rigidités et cloisonnements disciplinaires, néfastes pour la créativité scientifique. Ce cloisonnement a par exemple encouragé plusieurs enseignants-chercheurs en économie (je ne donnerai que cet exemple, puisque c'est ma discipline) à prendre position pour la création d'une nouvelle section au CNU Économie et Société), afin de défendre et de promouvoir le pluralisme et les croisements entre économie et autres sciences sociales. Les débats animés autour de la question du CNU ne devraient-ils pas davantage intégrer cette question de l'avenir et de la reconnaissance des recherches interdisciplinaires, primordiales pour le renouveau et l'innovation théorique ?
- 8 - Ensuite, le rôle de la qualification ne peut être apprécié de manière pertinente sans une prise en compte de la diversité des disciplines. Les taux de qualifiés varient très fortement d'une section à l'autre. Ainsi, le taux pour les MCF en 2012 est de 68% toutes sections confondues (non compris les « hors-section »), mais varie de 24% à 97% selon les sections (Données du Ministère). Le taux d'évaporation académique s'élève lui à 21% toutes sections confondues (le taux d'évaporation est la part des qualifiés en 2008 non-postulants sur toute la période de validité de leur qualification) et varie là encore fortement selon les sections. Ce taux d'évaporation est enfin plus élevé dans les sections les plus qualifiantes¹. La question du rôle et de la valeur de la qualification ne peut donc être posée de la même manière pour les différentes disciplines. Ainsi, plutôt que de « simplement » proposer la suppression de la qualification, ne peut-on pas davantage s'interroger sur les raisons de ces écarts et sur l'efficacité du système du doctorat plus en amont ainsi que sur les voies d'amélioration ?
- 9 - Enfin, la question de l'impact du localisme reste à traiter, alors que l'on manque singulièrement de preuves empiriques sur ses effets. La part de l'endorecrutement s'élève à 21% pour les MCF en 2012 (Données du Ministère) ; elle est relativement stable depuis 2008. Au-delà de ce chiffre, quels sont les effets exacts de l'endorecrutement, si

décrié au sein de la communauté scientifique, sur le fonctionnement universitaire ? Et en tant que chercheurs, avant de prôner une régulation administrative, voire une interdiction du recrutement local, ne faudrait-il pas réaliser en amont des études approfondies sur les performances des Universités afin d'identifier un éventuel lien entre niveau de performance universitaire et localisme ? Le localisme est en effet parfois perçu comme une réponse rationnelle des établissements face aux difficultés d'évaluation des compétences des candidats (manque de temps et de moyens). Cette idée interroge donc les moyens d'améliorer l'efficacité des processus de recrutement des enseignants-chercheurs.

- 10 Le débat sur la qualification mérite donc d'être poursuivi et élargi à la question du recrutement des enseignants-chercheurs. En effet, si l'idée de recruter les meilleurs candidats fait consensus au sein de la profession, il faut maintenant se mettre d'accord sur la définition de « meilleur candidat » et sur les moyens pour atteindre cet objectif.
- 11 Ce dernier numéro de DD&T de l'année 2013 vous propose un dossier thématique intitulé « Les conditions de production d'un transport durable : nouvelles interventions publiques, nouveaux référentiels ? », coordonné par Corinne Blanquart, Thomas Zéroual et Frédéric Héran. Les articles qui composent ce dossier traiteront successivement des déterminants du transport, des politiques de transport durable et des nouvelles pistes d'action. En outre, le numéro contient un mini-dossier de la rubrique « Point de vue » intitulé « Le développement durable : concept sous-exploité ou idée dépassée ? ».
- 12 Bonne lecture !

NOTES

1. Pour plus de données sur les taux de qualification et d'évaporation, voir les blogs de O. Bouba-Olga (<http://blogs.univ-poitiers.fr/o-bouba-olga/>) et de B. Coulmont (<http://coulmont.com/blog/>).

AUTEUR

ORNELLA BOUTRY

Ornella Boutry est Maître de conférences en économie à l'Université Lille 1 (CLERSE, UMR 8019). Ses recherches portent principalement sur la relation agriculture-environnement, les problèmes de coordination entre usagers d'une ressource environnementale territorialisée et la gestion quantitative de la ressource en eau. [ornella.boutry\[at\]univ-lille1.fr](mailto:ornella.boutry[at]univ-lille1.fr)
<http://clerse.univ-lille1.fr/spip.php?article680>